

Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi »

Appel à projets spécifique FEDER 2015-16

Axe prioritaire 6 : Renforcer les facteurs de compétitivité

« Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI-»

Date de lancement de l'appel à projets : 02/04/2015

Date limite de dépôt des candidatures : 30/11/2015

Aucune demande de subvention ne sera recevable après cette date. Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs.

Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme des aides régionales accessible via le site web de la Région dédié aux financements européens :

<http://europe.iledefrance.fr>

Les envois par mail ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| I. PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS | 3 |
| 1.1 CONTEXTE DE L'APPEL A PROJETS | 3 |
| 1.2 OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS | 3 |
| II. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS | 5 |
| 2.1 CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS | 5 |
| 2.1.1 TYPES D'OPERATIONS..... | 5 |
| 2.1.2 ORGANISMES BENEFICIAIRES | 5 |
| 2.1.3 TERRITOIRE | 6 |
| 2.1.4 MONTANT ET TAUX D'INTERVENTION DE L'AIDE FEDER..... | 6 |
| 2.1.5 COFINANCEMENTS | 6 |
| 2.1.6 CALENDRIER..... | 6 |
| 2.1.7 DEPOT DU DOSSIER..... | 7 |
| 2.2 CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS RECEVABLES | 7 |
| 2.2.1 ELIGIBILITE DES DEPENSES..... | 7 |
| 2.2.2 CAPACITE FINANCIERE DE L'ORGANISME PORTEUR DE PROJET | 8 |
| 2.2.3 PRINCIPES HORIZONTAUX | 8 |
| 2.2.4 PRINCIPES DIRECTEURS DE LA SELECTION DES OPERATIONS | 8 |
| III. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION | 9 |
| 3.1 MODALITES DE SELECTION DES PROJETS | 9 |
| 3.2 CRITERES DE SELECTION | 9 |
| IV. CALENDRIER DE SELECTION | 9 |
| V. CONFIDENTIALITE | 10 |
| VI. ANNEXES | 11 |
| 6.1 ANNEXE 1 : CADRE REGLEMENTAIRE DE L'APPEL A PROJETS | 11 |
| 6.2 ANNEXE 2 : REGLES APPLICABLES AUX ORGANISMES BENEFICIAIRES DE FONDS EUROPEENS STRUCTURELS D'INVESTISSEMENT (FESI) | 11 |
| 6.2.1 TRANSPARENCE COMPTABLE : | 11 |
| 6.2.2 RESPECT DES REGLES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE : | 11 |
| 6.2.3 RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES D'ÉTAT : | 11 |
| 6.2.4 MISE EN PLACE DES COÛTS SIMPLIFIÉS | 12 |
| 6.2.5 EVALUATION ET SUIVI DES DONNÉES RELATIVES AUX BÉNÉFICIAIRES / PARTICIPANTS | 12 |
| 6.2.6 COMMUNICATION EUROPÉENNE : | 13 |
| 6.2.7 CONTRÔLE ET TRANSMISSION DES PIÈCES : | 13 |
| 6.2.8 CONSERVATION DES PIÈCES : | 14 |
| 6.3 ANNEXE 3 : LISTE DES INDICATEURS RELATIFS A L'APPEL A PROJETS «ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUELLES OU COLLECTIVES EN FAVEUR DES PME/PMI DE LA SRI-SI-/» | 15 |
| 6.4 ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRES DE RECUEIL DES DONNÉES RELATIVES AUX ENTREPRISES AIDÉES | 16 |
| 6.5 ANNEXE 4 : CATEGORIES DE DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES | 24 |

PREAMBULE

La Région, autorité de gestion du Programme opérationnel 2014-2020, a fait le choix de soutenir en priorité la compétitivité des entreprises, dans une logique de soutien à l'innovation et à la croissance. L'axe 6 FEDER « Renforcer les facteurs de compétitivité » est consacré à la R&D, l'innovation et à la compétitivité des entreprises franciliennes.

L'objectif spécifique 10 « Renforcer les capacités productives des PME franciliennes notamment dans les domaines de la S3/SRI-SI¹ » vise plus particulièrement à soutenir la croissance et la valorisation des PME en Ile-de-France par la mise en œuvre d'actions d'accompagnement individuelles ou collectives de PME de la SRI SI.

Le présent appel à projets mobilise une dotation FEDER de 3 310 000 € au titre de cette priorité.

I. PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS

1.1 Contexte de l'appel à projets

En Ile-de-France, l'objectif de la stratégie régionale de développement économique et d'innovation (SRDEI) est de créer un projet viable et fédérateur. La Région se fixe trois priorités opérationnelles, étroitement articulées entre elles :

1. **Le renforcement des PME/PMI d'Ile-de-France** : encourager à la fois leur création, leur transmission et leur reprise, mais aussi leur croissance, par des outils et moyens adaptés, particulièrement dans le secteur de l'Industrie en facilitant leur conversion écologique et sociale.
2. **La valorisation du potentiel d'innovation de la région** : favoriser la création d'entreprises, répondre aux nouveaux enjeux de l'Ile-de-France et viser la satisfaction des besoins économiques, mais aussi écologiques et sociaux, dans une optique d'innovation responsable.
3. **Le développement solidaire des territoires** : en intégrant à la stratégie économique de la Région les spécificités, potentialités et besoins locaux, notamment ceux des territoires économiquement vulnérables.

1.2 Objectifs de l'appel à projets

Cet appel à projets vise à **financer les opérations mises en œuvre en 2015 et/ou 2016 de structuration des filières économiques et de renforcement de la compétitivité des entreprises franciliennes** :

- **en incitant les filières à construire une stratégie** et définir des objectifs afférents qui pourront être déclinés en plan d'actions ;
- **en développant des programmes d'animation des structures porteuses de filières** afin notamment de réunir les entreprises régionales d'un même secteur et de les faire échanger sur les enjeux de marché et d'innovation identifiés ;
- en accompagnant le développement des jeunes entreprises innovantes

¹ Les acronymes S3 et SRI-SI sont équivalents :

- S3 : Smart Specialization Strategy
- SRI-SI : Stratégie Régionale d'Innovation pour une Spécialisation Intelligente

A travers ce soutien, cet appel à projets vise à accroître l'effectif moyen des PME/PMI franciliennes, à renforcer leur capacité productive ainsi qu'à valoriser le potentiel d'innovation technologique, sociale, sociétale de la région Ile-de-France.

II. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS

2.1 Conditions de recevabilité des projets

2.1.1 Types d'opérations

L'objectif du présent appel à projets est de mettre en œuvre des actions d'accompagnement individuelles ou collectives des PME franciliennes afin de soutenir leur croissance, prioritairement dans les secteurs de la SRI-SI :

- Ingénierie des systèmes complexes et logiciels ;
- Création numérique ;
- Eco-construction et quartiers à forte performance environnementale ;
- Véhicule décarboné et intelligent ;
- Dispositifs médicaux ;

Deux thématiques transverses s'ajoutent à ces secteurs : l'optique/photonique et la robotique industrielle et de service.

A défaut, les actions présentées devront soutenir la croissance des PME franciliennes dans les secteurs de la Stratégie Régionale de Développement Economique et d'Innovation :

- Santé / biotechnologies
- Numérique
- Optique, logiciels et systèmes complexes
- Eco-activités
- Industries (automobile, mécanique et aéronautique)

Les actions mises en œuvre viseront les domaines suivants :

- Développement international ;
- Financement de la conversion écologique et sociale ;
- Compétences ;
- Stratégie de développement, analyse et conseil ;
- Compétitivité à l'échelle européenne et internationale ;
- Lien grand groupe / PME ;
- Financements, recherche de marchés, groupements d'entreprises.

Chaque opération peut contenir une ou plusieurs actions réunies alors en un plan d'actions qui sera explicité de façon détaillé dans le dossier technique à joindre à la demande de financement.

Les projets ne s'inscrivant pas dans les opérations présentées ci-dessus seront déclarées irrecevables.

2.1.2 Organismes bénéficiaires

Seules les structures mentionnées ci-après sont éligibles au présent appel à projets :

- Les pôles de compétitivité,
- Les clusters,
- Les grappes,
- Les associations,
- Les fédérations professionnelles,

- Les chambres consulaires,
- Les structures d'interfaces de l'innovation.

Une demande de financement ne peut s'inscrire que dans un seul régime d'aide d'Etat (cf. 6.2.3). Chaque organisme bénéficiaire a toutefois la possibilité de présenter plusieurs demandes de financement dans le cadre du présent appel à projet.

Si plusieurs demandes de financement liées relevant de plusieurs régimes d'aides d'Etat sont déposées par un même organisme bénéficiaire, il est demandé de préciser la complémentarité entre les demandes dans le corps du texte de la demande afin qu'une instruction coordonnée puisse être menée.

2.1.3 Territoire

Les opérations doivent être réalisées en Ile-de-France et bénéficier à des entreprises franciliennes.

2.1.4 Montant et taux d'intervention de l'aide FEDER

Le **montant minimum de participation du FEDER est fixé à 23 000 €** par opération et par tranche annuelle. Le **montant maximum de participation du FEDER est fixé à 200 000 €** par opération et par tranche annuelle. Toutefois, si l'intérêt du projet le justifie au regard du but recherché par le présent appel à projets et des éléments de contexte, un montant supérieur pourra être alloué dans la limite des disponibilités de la maquette.

Afin de se prémunir contre les risques de dispersion des fonds et de manque d'efficacité dans leur utilisation, la Région privilégiera les opérations dont le coût total éligible est **supérieur à 80 000€**

Le taux d'intervention du FEDER sur une opération doit être compris entre 20% et 50% **du coût total** éligible.

2.1.5 Cofinancements

La participation du FEDER peut intervenir en complément d'autres financements publics, comme le dispositif «soutien aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes». Les demandes de subvention au titre de ce dispositif sont instruites **indépendamment** de la demande de subvention FEDER.

2.1.6 Calendrier

Sauf dispositions exceptionnelles, la période de réalisation des projets ne peut être supérieure à 24 mois à concurrence des années civiles 2015 et 2016, à compter du début de l'exécution de l'opération qui s'entend par l'émission de la première facture ou la première réalisation physique.

Si la période de réalisation du projet est supérieure à 12 mois, celui-ci fera l'objet d'un suivi annuel dans le cadre des comités régionaux de programmation de la Région Ile-de-France.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide.

La date de commencement d'exécution du projet doit être postérieure au 1^{er} janvier 2015. Par date de commencement d'exécution on entend la première facture émise par un prestataire ou un fournisseur, ou le premier devis signé par le porteur de projet.

Pour les projets relevant d'un régime cadre d'aide d'Etat exempté de notification (cf. 6.2.3), le principe d'incitativité de l'aide doit être respecté. Ainsi la date de commencement d'exécution doit être postérieure à la première demande d'aide publique cofinçant le projet et mentionnant un co-financement par les fonds FESI.

Cette exigence ne s'applique pas pour les projets relevant du règlement de minimis n° 1307/2013 du 18 décembre 2013 (cf. 6.2.3).

2.1.7 Dépôt du dossier

Les documents types à joindre au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site : www.europe.iledefrance.fr

Le dossier de candidature devra être transmis, au plus tard le **30/11/2015** sur la plateforme des aides régionales de la Région Ile de France permettant le dépôt de dossiers de demande de subvention dématérialisés : <https://par.iledefrance.fr>.

Les envois par mail ne sont pas acceptés et tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

2.2 Critères d'appréciation des projets recevables

2.2.1 Eligibilité des dépenses

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par les règlements UE n° 1301/2013 et n°1303/2013 du 17 décembre 2013, et par le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (en cours de finalisation) ;
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme ;
- Elles doivent être justifiées par des pièces probantes ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion² ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide³ ;
- Le projet et les dépenses qui lui sont afférentes ne sont pas présentées par le porteur de projet au titre d'un autre fond ou d'un autre dispositif européen ;
- Un plafond maximum de la rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre du FEDER est fixé à 122 800 €⁴ de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FEDER.

² Conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes.

³ Conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes;

⁴ Le montant de 122 800 € est calculé sur la base d'un salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne) et au regard du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (1,6%).

- Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles.
- Une dépense est éligible au FEDER si elle a été effectivement payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, sous réserve qu'un dossier de demande complet, conformément aux dispositions en vigueur, ait été reçu par l'autorité de gestion avant la fin de la période de réalisation de l'opération.
- Pour cet appel à projets, ne seront retenues que les dépenses directement liées à l'opération et nécessaires à sa réalisation, telles que :
 - Les prestations externes relatives à l'accompagnement individuel et/ou collectif des PME ;
 - Les frais de personnel directement liés à la mise en œuvre de l'opération, plafonnés à 122 800 € par an et par ETP, sur justification du temps passé sur l'opération cofinancée ;
 - Les frais d'études, de conseils et de communication liés directement à l'opération ;
 - Les frais d'organisation, de réception, de location de salles dans le cadre d'organisation d'événements (hors frais de bouche) ;

Une liste indicative des catégories de dépenses éligibles et non éligibles au titre du FEDER est présentée en annexe 5.

2.2.2 Capacité financière de l'organisme porteur de projet

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables (solvabilité, indépendance financière, capacité d'autofinancement).

L'objectif est de concentrer le cofinancement du FEDER sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

2.2.3 Principes horizontaux

Les opérations sélectionnées doivent prendre en compte les principes horizontaux du programme opérationnel régional FEDER-FSE pour l'Ile-de-France et le bassin de la Seine : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.

2.2.4 Principes directeurs de la sélection des opérations

Les principes directeurs suivants régiront la sélection de l'ensemble des opérations qui seront soutenues par le FEDER au titre de l'objectif spécifique n° 10 de l'axe 6 du Programme opérationnel régional :

- La qualité des équipes de gestion ;
- L'engagement dans une démarche d'investissement responsable ;
- La capacité à cibler des TPE/PME innovantes franciliennes relevant de la SRI-SI.

III. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

3.1 Modalités de sélection des projets

Le service Gestion des Fonds Européens (GFE) de la Direction des financements européens (DFE) procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Il vérifie **le respect, par le porteur de projet, des conditions de recevabilité de sa demande de financement**. Le non-respect d'une des conditions de recevabilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable.

Les dossiers de demande de financement répondant aux **critères de recevabilité susmentionnés font l'objet d'une analyse en éligibilité** qui procède à :

- l'analyse du budget et de la solidité du porteur de projets : vérification de l'éligibilité des dépenses (détermination du coût total éligible) et du plan de financement, traitement des recettes ;
- la vérification du respect du cadre réglementaire (commande publique/ordonnance de 2005, aides d'état, absence de double financement ...) ;
- la vérification de la prise en compte par le porteur de projets des principes horizontaux.

Si l'éligibilité de la demande de financements européen est avérée, le service GFE transmet la demande de financement à la **direction du développement économique et de l'innovation afin qu'un avis en opportunité**, structuré selon les critères de sélection énoncés ci-dessous, puisse être émis.

3.2 Critères de sélection

La sélection des projets en opportunité se fera sur la base des critères suivants :

- Qualité de l'opération
- Qualité du montage de l'opération
- Critères spécifiques de l'appel à projet :
 - Dimension collaborative et/ou collective ;
 - Réponse aux besoins du domaine d'innovation stratégique concerné (SRI-SI) ;
 - Impact de l'action dans la chaîne de valeur de l'innovation : de la recherche à la mise sur le marché ;
 - Engagement dans une démarche durable de l'action.

IV. CALENDRIER DE SELECTION

Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'appel à projets « actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI » est le suivant :

- **Début Avril** : publication de l'appel à projet sur le site web de la Région dédié aux financements européens www.europe.iledefrance.fr
- **D'avril 2015 au 30 novembre 2015** : Dépôt des dossiers de demande de subvention européenne sur la plateforme des aides régionales.

Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la **cellule ingénierie de projet et animation territoriale** de la direction des financements européens de la région Ile de France :

→ Service AMO de la Direction des financements européens
Bénédicte Leray : benedicte.leray@iledefrance.fr

- **30 novembre 2015** : date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention sur la plateforme des aides régionales de la Région Ile-de-France.
- **Du 1^{er} décembre 2015 au 30 avril 2016** : Instruction des dossiers par la direction des financements européens
- **A partir de février 2016** : Présentation au Comité de programmation des dossiers pour notification de la décision.
- **A partir de février 2016** : Signature des conventions.

L'information aux candidats :

L'Autorité de gestion prend les décisions d'attribution et de rejet des subventions européennes, au vu de l'avis du Comité régional de Programmation.

Ces décisions font l'objet d'une notification au candidat.

V. CONFIDENTIALITE

La Région Ile-de-France s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats à une subvention FEDER ou FSE.

VI. ANNEXES

6.1 Annexe 1 : Cadre réglementaire de l'appel à projets

Le présent appel à projet s'inscrit dans les obligations issues des textes suivants :

- Règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi »
- Règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents
- Décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020⁵.
- Décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013.

6.2 Annexe 2 : Règles applicables aux organismes bénéficiaires de fonds européens structurels d'investissement (FESI)

6.2.1 *Transparence comptable :*

Le porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Il est ainsi en capacité d'isoler au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

6.2.2 *Respect des règles relatives à la commande publique :*

Le porteur de projet doit indiquer s'il est soumis, ou non, à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics. Ainsi qu'à des règles spécifiques pour la passation d'autres contrats (contrat de partenariat, concessions de travaux, contrats de délégation de service public, etc...)

Le cas échéant, il devra justifier d'une mise en concurrence pour ses achats de biens, de travaux, de fournitures et de services, et ce quel que soit le montant, en vue de justifier la sélection de l'offre la plus avantageuse au regard des critères prédéfinis.

6.2.3 *Respect de la réglementation relative aux aides d'Etat :*

Les organismes intervenant dans le champ concurrentiel au sens des textes réglementaires sont soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat aux entreprises. Ainsi, il incombera au porteur de projet de veiller au respect de cette réglementation. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'instruction des demandes d'aides.

Les régimes d'aides mobilisables sur ce type d'actions sont :

⁵ Le décret d'éligibilité des dépenses n'est pas publié à ce jour.

- **Régime de minimis** : les aides accordées au titre du régime de minimis ne peuvent excéder le plafond de 200 000 € sur une période de 3 exercices fiscaux.
- **Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-20**
- **Régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-20**

6.2.4 Mise en place des coûts simplifiés

La possibilité de recourir à des options de coûts simplifiés a été introduite par la Commission européenne afin de réduire d'une part le risque d'erreur dans les déclarations de coûts, et d'autre part la charge administrative pesant sur les porteurs de projet.

Dans le cadre du présent appel à projets, les candidats devront procéder au calcul des coûts indirects éventuels de l'opération sur la base du taux forfaitaire de 15% des frais de personnel éligibles prévu par l'article 68-1 b) du règlement général n° 1303/2013.

Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, les candidats pourront établir le taux horaire en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures, conformément aux dispositions de l'article 68-2 du règlement général n° 1303/2013.

6.2.5 Evaluation et suivi des données relatives aux bénéficiaires / participants

Les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ont été renforcées dans le cadre de la programmation 2014-2020. L'objectif est de s'assurer que des données fiables seront disponibles et pourront être agrégées au niveau européen. Les travaux d'évaluation seront concentrés sur la mesure de l'efficacité et de l'impact des fonds européens structurels et d'investissement.

Le porteur de projet s'engage à communiquer à l'autorité de gestion les éléments suivants, concernant l'évaluation et le suivi de l'action qu'il met en œuvre :

- Le porteur de projet est tenu de saisir un certain nombre d'indicateurs prévisionnels de réalisation au moment du dépôt de son dossier sur la Plateforme des Aides Régionales (cf. annexe 3). Ces indicateurs, fixés dans le programme opérationnel régional et dans le présent appel à projets, devront être actualisés à l'issue de l'opération. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le solde de la subvention ne pourra être versé.
- Lors de chaque demande de versement (acompte ou solde), des fichiers de reporting (téléchargeables sur la PAR) doivent obligatoirement être communiqués par le porteur de projet à l'autorité de gestion.
- La liste des entreprises ayant participées à l'action doit obligatoirement être transmise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion à l'issue de l'action, lors de la demande de versement du solde de la subvention.
- Des questionnaires sont mis à la disposition des porteurs de projets (cf. annexe 4). Ces questionnaires permettent d'identifier les données qui seront demandées par l'autorité de gestion. Ils doivent être remplis et conservés par les bénéficiaires de la subvention européenne ;

La non-communication de ces éléments sera susceptible d'entraîner le non versement du solde et le reversement des subventions intermédiaires. L'ensemble des documents exigés par l'autorité de gestion est disponible en téléchargement sur le site europe.iledefrance.fr ainsi que sur la PAR.

6.2.6 Communication européenne :

Les bénéficiaires de subventions des fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

Les bénéficiaires de subventions des Fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

- Apposer les logos suivants sur tous les supports interne et externe de son projet (courrier, supports pédagogiques, brochures, pages internet, bloc signature d'email, affiches, supports de communication, etc.) :
 - o L'emblème de l'Union européenne avec la mention « Union européenne » en-dessous ;
 - o Le logo « L'Europe s'engage en Ile-de-France » ou avec le fonds associé si besoin « L'Europe s'engage en Ile-de-France avec le FEDER ou le FSE ou le FEADER »
 - o Pour « L'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) », le logo spécifique « L'Europe s'engage pour l'Emploi des Jeunes » ;
- Mentionner, en toutes lettres, une phrase indiquant le cofinancement du FESI à côté des logos et emblèmes : « (intitulé du projet) est cofinancé par (nom du fonds) dans le cadre du (nom du programme européen). » ;
- Dédier une page, sur le site web relatif au projet le cas échéant, décrivant l'opération et l'apport communautaire ;
- informer les participants et le public concernés par l'opération de la participation communautaire ;
- Apposer une affiche (minimum A3) (pour toutes opérations dont le montant de l'aide publique totale < à 500 000 €) à l'entrée du bâtiment de façon permanente et dans un endroit bien visible. Il est possible de disposer des affiches ailleurs dans vos locaux en complément ;
- Apposer un panneau d'affichage temporaire de dimensions importantes (pendant la mise en œuvre des opérations FEDER dont le montant de l'aide publique totale > à 500 000 €) ;
- Informer, par un courrier officiel, les personnels dont tout ou partie du salaire est pris en charge par le FEDER ou le FSE ;
- Autoriser la Région Île-de-France et la Commission européenne à communiquer sur les projets, les bilans et les résultats.

Ces obligations et leurs modalités de mise en œuvre seront précisées aux porteurs de projets au moment du conventionnement.

6.2.7 Contrôle et transmission des pièces :

Les opérations cofinancées par les fonds européens sont soumises à différents niveaux de contrôle.

Avant chaque versement d'acompte ou de solde, un contrôle de service fait sera opéré par les services de la Région ou toute personne mandatée par elle, sur la base du bilan transmis par le porteur de projet. En outre des visites sur places programmées ou imprévues seront réalisées par l'autorité de gestion.

Par ailleurs, le porteur de projet devra également se soumettre à l'ensemble des contrôles en cours ou postérieurs à la réalisation de l'opération qui seront effectués par les services de la Région ou par toute autre autorité nationale et communautaire.

Pour l'ensemble de ces contrôles, il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la conformité de la réalisation de l'opération aux conditions contractuelles, la régularité et l'éligibilité des dépenses et des ressources ainsi que le respect des obligations de communication et de publicité.

6.2.8 Conservation des pièces :

Le porteur de projet s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération.

En cas de constat d'irrégularité, un contrôle des justificatifs comptables correspondant aux dépenses indirectes déclarées, susceptible de porter sur l'ensemble de la comptabilité de la structure bénéficiaire, pourra être effectué.

6.3 Annexe 3 : Liste des indicateurs relatifs à l'appel à projets « Actions d'accompagnement individuelles ou collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI- »

| Intitulé de l'indicateur | Unité de mesure | Type d'indicateur | Données à recueillir |
|---|----------------------|-------------------|---|
| Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien | Nombre d'entreprises | Réalisation | |
| Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non-financier | Nombre d'entreprises | Réalisation | Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien n'impliquant pas un transfert financier direct (conseils, services de consultance, incubateurs d'entreprises, etc...). Le capital-risque est considéré comme une aide financière. |
| Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions | Nombre d'entreprises | Réalisation | Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions, sous forme de prêt, de bonification d'intérêts, de garantie de crédit, de capital-risque ou d'autres instruments financiers |
| Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors-subvention) | € | Réalisation | Contribution privée au soutien |

6.4 Annexe 4 : Questionnaires de recueil des données relatives aux entreprises aidées

Formulaire à compléter par le porteur de projet faisant la demande de
financement au titre des fonds européens

Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 6 – Renforcer les facteurs de compétitivité

**Objectif spécifique 10 : renforcer les capacités productives des PME franciliennes notamment dans les
domaines de la S3**

Actions collectives pour les entreprises PME/PMI de la S3 SRI-SI- Plans filières

Questionnaire de recueil des données à l'entrée des porteurs de projet dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER. Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération :

N° convention FEDER :

Date d'entrée dans l'opération :/...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

Coordonnées de la structure

Nom de la structure :

Numéro SIRET de la structure :

Catégorie juridique :

Code APE :

Adresse de la structure (n° et nom de rue) :

.....

Code postal : Commune :

Contact :

Numéro de téléphone (mobile) :

Numéro de téléphone (Bureau) :

Courriel :@.....

Question 1. Caractéristique de la structure

Type de structure :

- ☐ Association
 - ☐ Pôle de compétitivité
 - ☐ Autre association
- ☐ Chambre consulaire
- ☐ Fédération professionnelle
- ☐ Autre Préciser :

Question 2. Domaine d'innovation stratégique

Votre structure exerce-t-elle dans les domaines stratégiques suivants ?

- ☐ Ingénierie des systèmes complexes et logiciels
- ☐ Création numérique
- ☐ Eco-construction et quartier à forte performance environnementale
- ☐ Véhicule décarboné et intelligent
- ☐ Dispositifs médicaux
- ☐ Robotique
- ☐ Optique, photonique
- ☐ Autre Préciser :

Question 3. Financement prévisionnel

Question 3. Financement prévisionnel

3a. Montant **total** prévisionnel de l'opération (ensemble des actions) :€

Dont montant du financement **FEDER** :€

3b. Montant FEDER prévisionnel par domaine :

Si une action couvre plusieurs domaines, inscrire le montant dans un domaine et idem dans l'autre domaine.

- Développement international :€
- Financement de la conversion écologique et sociale :€
- Compétences :€
- Stratégie de développement, analyse et conseil :€
- Compétitivité à l'échelle européenne et internationale :€
- Lien grand groupe / PME :€
- Financements, recherche de marchés, groupements d'entreprises :€

Formulaire à compléter par le porteur de projet faisant la demande de financement au titre des fonds européens

Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 6 – Renforcer les facteurs de compétitivité

Objectif spécifique 10 : renforcer les capacités productives des PME franciliennes notamment dans les domaines de la S3

Actions collectives pour les entreprises PME/PMI de la S3 SRI-SI- Plans filières

Questionnaire de recueil des données à la sortie des porteurs de projet dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER. Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération :

N° convention FEDER :

Date d'entrée dans l'opération :/...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

Coordonnées de la structure

Nom de la structure :

Numéro SIRET de la structure :

Adresse de la structure (n° et nom de rue) :
.....

Code postal : Commune :

Contact :

Numéro de téléphone (mobile) :

Numéro de téléphone (Bureau) :

Courriel :@.....

Question 1. Domaine d'innovation stratégique

Votre structure exerce-t-elle dans les domaines stratégiques suivant ?

- ☐ Ingénierie des systèmes complexes et logiciels
- ☐ Création numérique
- ☐ Eco-construction et quartier à forte performance environnementale
- ☐ Véhicule décarboné et intelligent
- ☐ Dispositifs médicaux
- ☐ Robotique
- ☐ Optique, photonique
- ☐ Autre Préciser :

Question 2. Financement réel

2a. Montant **total** réel du projet (€):

Dont montant du financement **FEDER** (€) :

2b. Financement par type d'action :

- Développement international :€
- Financement de la conversion écologique et sociale :€
- Compétences :€
- Stratégie de développement, analyse et conseil :€
- Compétitivité à l'échelle européenne et internationale :€
- Lien grand groupe / PME :€
- Financements, recherche de marchés, groupements d'entreprises :€

2c. Montant de l'investissement privé complétant le soutien public ?.....€

Formulaire à compléter par les entreprises bénéficiaires finales au titre des fonds européens

Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 6 – Renforcer les facteurs de compétitivité

Objectif spécifique 10 : renforcer les capacités productives des PME franciliennes notamment dans les domaines de la S3

Actions collectives pour les entreprises PME/PMI de la S3 SRI-SI/ Plans filières

Questionnaire de recueil des données à la sortie des entreprises dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER. Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération :

N° convention FEDER :

Date d'entrée dans l'opération :/...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

Coordonnées de la structure

Nom du l'entreprise :

Numéro SIRET de l'entreprise :

Adresse de l'entreprise (n° et nom de rue) :

.....

Code postal : Commune :

Contact :

Numéro de téléphone (mobile) :

Numéro de téléphone (Bureau) :

Courriel :@.....

Question 1. Caractéristique de l'entreprise

Nombre de salariés de l'entreprise

Question 2. Quel est le type d'action dont vous avez bénéficié ?

- ☐ Développement international ;
- ☐ Financement de la conversion écologique et sociale ;
- ☐ Compétences ;
- ☐ Stratégie de développement, analyse et conseil ;
- ☐ Compétitivité à l'échelle européenne et internationale ;
- ☐ Lien grand groupe / PME ;
- ☐ Financements, recherche de marchés, groupements d'entreprises.

Question 3. Aide au titre des fonds européens

De quel type d'aide avez-vous bénéficié ?

- ☐ Non financier

Préciser :

- ☐ conseils,
- ☐ services de consultance,
- ☐ incubateurs d'entreprises
- ☐ Autres Préciser :

- ☐ Soutien financier autre que des subventions

Préciser :

- ☐ prêt
- ☐ bonification d'intérêts
- ☐ garantie de crédit
- ☐ capital-risque
- ☐ autres instruments financiers Préciser :

6.5 Annexe 4 : Catégories de dépenses éligibles et non éligibles

| SYNTHESE DES DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES FEDER / FSE ⁶ | |
|---|--|
| Tous les fonds | |
| Dépenses éligibles | Dépenses non éligibles |
| <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de personnel - Dépenses de déplacement, restauration et hébergement des participants - Dépenses de conseil, d'expertise juridique, technique, comptable et financière - Dépenses d'études - Dépenses de location - Dépenses directes de sous-traitances - Dépenses liées à l'obligation européenne de publicité - Dépenses d'échange électronique de données dématérialisées. - Contributions en nature - Dépenses indirectes (en respect des options de coûts simplifiés) - TVA et autre taxes non déductible | <ul style="list-style-type: none"> - Amendes, pénalités financières, frais de justices et de contentieux, exonération de charge - Frais débiteurs, agios et autres charges financières - TVA déductible, compensée ou récupérable |
| FEDER ⁷ | |
| Dépenses éligibles | Dépenses non éligibles |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses liées au démantèlement et de la construction de centrales nucléaires - Investissements visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ; - Dépenses liées à la production, la transformation et la commercialisation du tabac et des produits du tabac ; - Dépenses des entreprises en difficulté telles qu'elles sont définies par les règles de l'Union en matière d'aides d'État ; - Investissements dans les infrastructures aéroportuaires, à moins qu'ils ne soient liés à la protection de l'environnement ou qu'ils ne s'accompagnent d'investissements nécessaires à l'atténuation ou à la réduction de leur incidence négative sur l'environnement. |

⁶ Conformément à l'article 69-3 du règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes et au décret d'éligibilité des dépenses.

⁷ Conformément à l'article du règlement (UE) n°1301/2013 relatif au FEDER et au décret d'éligibilité des dépenses.